

Mémoires d'un Libertaire – Chapitre VI

VI

La débâcle de l'Empire.

Le maréchal Lebœuf, ministre de la guerre, avait déclaré imperturbablement, à la Chambre, qu'on était «cinq fois prêt» et qu'il ne manquait pas à l'armée «un bouton de guêtre». Pour avoir idée du pufisme éhonté que cachait cet aplomb, il faut lire les dépêches qu'adressaient, effarés, au même ministre, les généraux qui cherchaient, sans les trouver, leurs brigades et leurs divisions, ainsi que les intendants, qui se plaignaient de manquer de tout.

Comme en 1859, en Italie, l'état-major français n'avait, autant dire, pas de plan de campagne. Mais, en Italie, il n'avait eu affaire qu'à des troupes autrichiennes dirigées par Gyulay, puis, en dernier lieu, par l'empereur François-Joseph, soudard sans génie, et «les lions commandés par des ânes» de l'armée française purent battre ces généraux Boum, fourvoyés de l'opérette dans la tragédie.

En 1870, les vieux empanachés des Tuileries: Mac-Mahon, Canrobert, le douteux Bazaine, avaient, devant eux l'armée prussienne, commandée par les vainqueurs de Sadowa: le prince royal Frédéric-Charles Steinmetz, et guidée par le génie inexorablement mathématique de von Moltke.

L'armée française du Rhin, qui comptait seulement 250.000 hommes répartis en sept corps et s'étendant en un cordon de faible épaisseur de Belfort à Thionville, allait se heurter à 400.000 ennemis.

Car ce n'était pas seulement la Prusse, mais l'Allemagne entière qui se dressait en face de la France. Tous les États

de la Confédération germanique: la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, les grands-duchés, marchaient derrière les Hohenzollern.

Le premier engagement eut lieu le 2 août, à Sarrebrück. Un bataillon prussien qui, flanqué de trois escadrons, occupait avec quelques canons la petite ville frontière se replia dans le plus grand ordre, sous la fusillade et le feu des mitrailleuses. Il y eut, du côté français, 6 morts et 67 blessés, d'après le rapport du général Frossard. Pertes insignifiantes, sauf, bien entendu, pour les familles des victimes!

Engagement sans importance; puis les Français, après avoir occupé Sarrebrück, l'évacuèrent dès le lendemain, faute de plan arrêté. Il n'en fut pas moins claironné comme une victoire par la presse officieuse.

Napoléon III avait jugé de bonne politique de se rendre avec le prince impérial au milieu des troupes – en évitant de passer par Paris. Il annonça gravement à l'impératrice, laissée régente, ce simulacre de combat par une dépêche qui excita l'hilarité: le petit prince avait «reçu le baptême du feu» et n'avait été «nullement impressionné». Voir périr des hommes, n'est-ce pas jeu de prince? Le futur empereur des Français avait même ramassé une balle tombée tout près de lui, et des vieux soldats «pleuraient d'attendrissement en le voyant si calme».

Déjà des quémandeurs postulaient pour la place de sous-préfet de Sarrebrück.

Cette même dépêche annonçait un officier tué et dix hommes blessés – légère contradiction avec le rapport du général Frossard.

La riposte allemande ne se fit pas attendre et fut autrement foudroyante.

Le surlendemain, 4 août, la division Abel Douay, campée aux environs de Wissembourg, et forte de 9.000 hommes seulement fut surprise par 80.000 Allemands, débouchant brusquement de l'épaisseur des bois. Aucun service de reconnaissance n'avait signalé leur proximité. Malgré la bravoure des turcos, se ruant à la baïonnette sur les batteries allemandes qui les foudroyaient, ce fut un écrasement complet pour la division française. Son chef périt et, malheureusement la moitié ou les deux tiers des pauvres diables qu'il commandait, restèrent sur le terrain.

Cette lutte intrépide et folle de l'arme blanche contre l'artillerie, Reichshoffen allait la voir se renouveler avec le même résultat désastreux pour l'assaillant. Cinquante-cinq ans auparavant, elle s'était produite à Waterloo.

La guerre de 1870-1871 devait montrer que le temps des brillantes fantasias était passé. Les généraux mal instruits par les escarmouches d'Algérie contre des Arabes armés de fusils à pierre, furent tout ahuris lorsqu'ils se trouvèrent avec des canons d'anciens modèles devant des krupps se chargeant rapidement par la culasse. Et les mausers valaient amplement les chassepots qui n'avaient encore fait merveille qu'à Mentana, contre les garibaldiens munis d'armes périmées.

Le désastre de Wissembourg produisit à Paris une commotion profonde. Un flibustier inconnu venait de lancer à la Bourse une nouvelle sensationnelle: le prince royal de Prusse battu et fait prisonnier avec 30.000 hommes. Déjà des manifestations enthousiastes saluaient la victoire; des drapeaux paraissaient aux fenêtres; on préparait les illuminations lorsque, soudain, on apprit que la nouvelle était fausse. Jeu de la spéculation qui se reproduit invariablement dans toutes les guerres, où les uns ramassent de l'or tandis que les autres versent leur sang.

Du coup, l'allégresse des crédules se mua en fureur, les boursicoteurs furent chaudement houspillés. Le lendemain, on

apprenait le désastre de Wissembourg.

Il fut suivi à très brève échéance de ceux de Reichshoffen et de Forbach, survenus tous deux le même jour, 6 août.

Une dépêche, placardée sur les murs de Paris, le lendemain, annonça que le maréchal Mac-Mahon «avait perdu une bataille», que le général Frossard en avait perdu une autre, mais que la retraite s'opérait en bon ordre – grande consolation évidemment – et que «tout pourrait encore se réparer». Euphémisme employé de tout temps pour dire que le désastre était complet.

En même temps, une proclamation de l'impératrice annonçait aux Français que le début de la guerre n'était pas favorable – c'était assez visible! –, mais qu'ils la verraient au milieu d'eux, «fidèle à sa mission et à son devoir, la première au danger pour défendre le drapeau de la France».

Elle n'y resta pas, le peuple de Paris lui ayant, un mois plus tard, signifié brusquement son congé.

«Sa mission! de quelle mission prétend parler cette aventurière espagnole qui se donne l'air de jouer en France les Jeanne d'Arc?» se demandaient des gens ahuris devant l'inconscience de cette ancienne beauté, propre tout au plus à porter le drapeau de la mode.

Il n'est point dans mon intention de retracer en détail les événements dont je ne fus pas témoin. Les historiens ont suffisamment montré le rôle piteux de l'état-major impérial dans cette campagne de 1870, l'incurie, l'effarement, le désarroi, tels que dans cette retraite de l'armée française, qui abandonnait l'Alsace et ouvrait la Lorraine à l'invasion: on oubliait de faire sauter le tunnel de Saverne, permettant ainsi la concentration des troupes allemandes.

À Paris, on devenait soucieux et, dans les hautes sphères, on avait absolument perdu la tête. Le cabinet Ollivier, qui

avait déclaré la guerre «d'un cœur léger», s'était effondré, remplacé par le cabinet Palikao. Le ministre de la Guerre et président du conseil qui portait ce nom chinois avec le titre de comte était le général Cousin-Montauban, qui avait acquis de la gloire en pillant à Pékin le palais d'Été. Mais il avait maintenant affaire à bien d'autres ennemis que les troupes des Célestes. Et il était un peu tard pour mettre de l'ordre dans ce gâchis!

Les boutiquiers, jusqu'alors respectueux du pouvoir, comme le faïencier Perrin, se montraient graves et silencieux en voyant se dessiner la probabilité d'une marche des Prussiens sur Paris. Car, malgré toutes les réticences officielles, on sentait que la route de la capitale leur était ouverte. L'armée du Rhin était maintenant coupée en deux: la plus grande partie, encore intacte, avec toute la garde impériale, demeurée à Metz sous le commandement de Bazaine; l'autre – les débris des troupes battues à Wissembourg et à Reichshoffen – se retirant péniblement sur Châlons après avoir repoussé à Borny une attaque du maréchal Steinmetz.

Ce combat d'arrière-garde, qu'on n'osa pas trop, dans la débâcle générale, claironner comme une éclatante victoire, permit du moins à l'armée française désemparée d'atteindre Châlons pour s'y renforcer et s'y réorganiser à la diable.

Le 14 août, un dimanche, avait lieu, à Paris, la tentative des blanquistes sur le poste des pompiers de la Villette. Dans l'après-midi, une centaine de révolutionnaires, parmi lesquels Eudes, Brideau, Chauvière, Tridon, se ruèrent sur la petite caserne, s'emparèrent de trois fusils et tentèrent, mais inutilement, de débaucher les pompiers. Repoussant les policiers accourus, ils se répandirent sur le boulevard en criant: «À bas l'Empire! Vive la France! Vive la République!»

Un homme dévoué au parti, Granger, esprit d'organisateur, avait fait les frais de cette expédition, que Blanqui dirigeait en personne.

Malgré le courage des conspirateurs, leur coup de main échoua.

Les pompiers demeurèrent sourds à leurs appels; la foule dominicale, qu'ils comptaient aussi entraîner, ne bougea pas non plus et, après avoir parcouru le boulevard de Belleville sans s'être grossis d'une seule recrue, ils se résignèrent à se séparer par petits groupes: l'affaire était manquée.

Deux d'entre eux, Eudes et Bridenu, suivis de loin par un mouchard amateur, furent signalés et arrêtés le même soir dans un café. Tous deux étaient des chefs. D'autres arrestations suivirent dans la semaine, arrestations de simples curieux qui, témoins de l'échauffourée, avaient été transformés en redoutables conjurés par les rapports de police.

Ces républicains furent présentés par le gouvernement comme des agents prussiens. Gambetta – était-il abusé? – demanda devant la Chambre pourquoi ils n'étaient pas déjà fusillés. Ironie de la politique: ce fut Palikao qui, tout en le félicitant de son patriotisme, lui rappela que même la justice des conseils de guerre devait observer certaines formes!

L'armée battue se repliait sur le camp de Châlons. Ce camp, simple terrain de manœuvres, ne possédait aucune valeur défensive, et il apparaissait impossible aux plus optimistes que l'armée du prince royal de Prusse dût y subir le sort des hordes d'Attila.

Le plan qu'indiquait le sens commun, et auquel se fussent ralliés Mac-Mahon, devenu nominalelement commandant en chef de l'armée, et Napoléon lui-même, quoique affaissé et irrésolu, était de se replier sur Paris, et là, couvert par les forts, retranché dans un camp inexpugnable, de se grossir des renforts qui afflueraient de toute la France pour reprendre l'offensive.

Mais l'impératrice, dont l'idée dominante était de se conserver la couronne pour son fils et sa part de liste civile

pour elle-même, mettait les considérations dynastiques bien au-dessus des considérations stratégiques ou nationales. Affolées à la pensée que le retour de l'empereur vaincu pourrait susciter dans Paris une révolution, elle fit télégraphier à Mac-Mahon, par le ministre de la Guerre, d'exécuter un mouvement tout opposé: se porter sur le nord-est, sur Metz pour débloquer Bazaine, prenant entre les deux armées françaises celle de Frédéric-Charles.

Ce plan téméraire eût pu réussir, exécuté par Napoléon I^{er}, avec sa vieille armée. Il ne l'était pas avec Napoléon III, Mac-Mahon et leurs troupes battues, grossies de recrues sans consistance, encombrées d'impedimenta ridicules, tels que les équipages de l'empereur.

Pendant que, s'efforçant d'exécuter l'ordre qui devait le conduire à Sedan, Mac-Mahon se déroba à la poursuite du prince royal, les journaux faisaient courir à Paris les bruits les plus invraisemblables, tels que l'engloutissement de 20.000 Prussiens dans les carrières de Jaumont.

Combien la réalité différait de tous ces racontars!

Alors que l'armée française exécutait avec lenteur, traînant les bagages impériaux, cette marche qui eût dû être foudroyante, le prince royal, opérant conversion à droite, était déjà sur ses traces, le rejoignant à Beaumont, surprenant et culbutant le corps de Faily. L'homme aux chassepots de Mentana ne faisait pas merveille cette fois! Et les troupes de Mac-Mahon, à présent diminuée de 30.000 hommes, n'étaient plus qu'un troupeau poussé par la destinée vers l'effondrement final.

Bazaine, qui s'était laissé encercler dans Metz par Frédéric-Charles, après les batailles de Gravelotte et de Saint-Privat, ne bougeait pas. Dévoré de cette ambition qui lui avait fait jouer au Mexique un rôle déloyal, il ne lui déplaisait pas de voir s'enfermer les autres maréchaux, ses

concurrents plus que ses collègues, et de se réserver une force intacte pour être plus tard le sauveur – ou le restaurateur de l'Empire.

Le désastre du corps de Failly, surpris au moment de la soupe – comme la division Douay, à Wissembourg – avait eu lieu le 30 août. Le 1^{er} septembre, ce fut l'effondrement final de l'Empire à Sedan. Rejeté dans la cuvette que forme cette petite ville, Napoléon III, désespérant de rompre le cercle de fer et de feu qui l'enveloppait, se rendit au roi de Prusse. En même temps que sa piètre personne, il livrait du coup les 90.000 hommes qui lui restaient, plus les 558 pièces d'artillerie. Mac-Mahon avait été blessé très opportunément d'un éclat d'obus, et le commandement flottait, tiraillé entre les généraux Ducrot et de Wimpffen.

Cette catastrophe, comme toutes celles qui l'avaient précédé, ne fut annoncée aux Parisiens que deux jours et demi plus tard, alors qu'il était devenu impossible de la cacher plus longtemps.

«Français, avoua le gouvernement dans une nouvelle proclamation qui fut sa dernière, un grand malheur frappe la patrie. L'empereur a été fait prisonnier avec quarante mille hommes.»

Si mensongèrement présenté que fût le désastre, ce n'en était pas moins un coup de foudre. Jamais, dans les suppositions les plus hardies, les adversaires mêmes de l'Empire n'eussent envisagé pareil effondrement.

D'ailleurs, on rectifiait immédiatement le chiffre imposteur. On savait que l'armée française était partie de Châlons avec un effectif d'environ 120.000 hommes. Comment ce chiffre se trouvait-il soudainement réduit à 40.000, soit au tiers de son contingent?

Tous, maintenant, sentaient que l'Empire mentait jusqu'à la

dernière minute de son agonie. Les boutiquiers et autres petits-bourgeois que je voyais se montraient consternés ou affectaient l'indignation pour se faire pardonner leur servilité à l'égard du régime qui s'écroulait. Maintenant, le faïencier Perrin était légion! Tous ces braves gens, habitués à se prosterner devant le plus fort, inclinaient visiblement vers la République, n'attendant plus que la minute de sa proclamation pour en arborer l'étiquette. Prêts, d'ailleurs, à redevenir immédiatement bonapartistes si, par miracle, la dynastie néfaste réussissait à revivre.

Mais on était loin de cette éventualité et, malgré toutes les vicissitudes de la politique, plus d'un demi-siècle s'est aujourd'hui écoulé sans amener cette résurrection.

Dans la nuit, le cri «La déchéance!» commença à se faire entendre.

Le lendemain, 4 septembre, Paris se trouva réveillé d'une léthargie de dix-huit ans. C'était un dimanche: toutes les parties de la capitale, des faubourgs en pleine fermentation, des groupes ininterrompus dévalaient vers la Chambre des députés. Ruisseaux se multipliant à l'infini, qui allaient se fondre en un océan!

Et je me sentais un des atomes humains qui composaient cet océan, me mêlant avec mon père et ma mère à tout un peuple qu'un mouvement irrésistible emportait vers le Corps législatif.

Déjà le 9 août, au lendemain de la triple défaite de Wissembourg, Reichshauffen et Forbach, 20.000 Parisiens étaient venus en houle devant le Palais-Bourbon, et, peut-être, un signal, qu'ils attendaient des députés de la gauche, les eût-il entraînés à balayer les mameluks de l'Empire. Mais ces élus de la gauche, avant d'être des républicains, étaient des bourgeois politiciens, toujours prêts à décliner, avant l'action, la responsabilité d'un mouvement hasardeux, comme

aussi à en accepter les fruits en cas de victoire. Et ils s'étaient dérobés, alors que la révolution, avancée d'un mois, eût peut-être tout sauvé.

Le 4 septembre, le fruit était plus que mûr. Il y avait sur la place de la Concorde non plus 20.000 hommes, mais quelque chose comme 100.000, si tant est qu'on puisse évaluer une foule les jours de révolution.

La chambre était en séance, les souteneurs de l'Empire, pâles, effarés, sentant la débâcle, et prêts à se volatiliser. Le président, Schneider, grand favori des Tuileries, retenu là par ses fonctions, eût bien voulu être ailleurs. Les députés de la gauche n'étaient guère moins émus, ballottés entre la crainte et l'espérance.

Une troupe d'infanterie de ligne occupait le pont. Elle aussi était hésitante. Huit jours auparavant, ses chefs lui eussent ordonné de tirer sur la foule, elle eût obéi; maintenant, chefs et soldats se sentaient troublés.

Il existait à ce moment-là, dans Paris, un embryon de garde nationale, composé de quelques milliers de volontaires possédant leur fusil. Cette milice, exclusivement bourgeoise, n'était pas d'esprit prolétarien: prête à défendre la propriété, elle ne l'était point à mourir, ni même à tuer pour défendre la famille Bonaparte. Elle comptait même quelques républicains.

Des éléments de cette garde nationale, accourus en armes, se trouvaient là, ainsi que des mobiles échappés au camp de Châlons, mêlés au peuple.

À la vue des uniformes, les lignards s'écartèrent. Derrière les gardes nationaux, la foule se précipita, entraînée par les blanquistes: la poussée fut irrésistible. La Chambre se trouva envahie.

À ce moment, les députés discutaient, sans rien résoudre,

sur la nomination d'un gouvernement de défense, insidieusement proposé par Palikao, porte-parole de l'impératrice, tandis que Gambetta, écho du sentiment populaire, réclamait la déchéance.

L'envahissement de la Chambre amena la conclusion: la déchéance fut proclamée, sans votation, au milieu de la tempête, par le peuple qui, cette fois, avait repris la parole après dix-huit ans de mutisme. Dans sa voix formidable se perdait, en s'y joignant, celle des députés de l'opposition, devenue, à ce moment, de minorité majorité. Une à une, les créatures des Tuileries disparaissaient. L'Empire, qui avait commencé en emprisonnant les députés de la nation, voyait, à son tour, son Parlement à lui balayé par le peuple.

Au cri de: «La déchéance!» se mêlait maintenant celui de: «Vive la République!»

Ce cri dominait tout, se répétant en écho du Palais-Bourbon sur la place de la Concorde, le long des Champs-Élysées, des jardins des Tuileries, de la rue de Rivoli, planant, immense, sur tout Paris. Comme un grand fleuve, la foule, maintenant, roulait ses vagues humaines vers l'Hôtel de Ville.

Mon père, dont la joie débordait, éclatait, rugissait, retrouvait ses enthousiasmes de vingt ans. Il bondissait en m'entraînant par la main, tonnant: «Vive la République!»

L'impératrice, lâchement abandonnée par ceux qui avaient été ses plus serviles courtisans, s'était esquivée et, déjà, des inscriptions injurieuses s'épalaient sur les murs des Tuileries. J'en déchiffrais, étonné, quelques-unes: «Maison à louer.» «Maison à vendre pour cause de fuite honteuse.» «Ancien bordel.» Ce dernier mot, dont j'ignorais encore la signification, m'intriguait.

Peu d'incidents. Qui eut pu arrêter semblable mouvement? Les bonapartistes avaient disparu. Entre le Louvre et l'église Saint-germain-l'Auxerrois, un sergent de ville, dont j'ai parlé plus haut, tentait inutilement de défendre son épée.

La place de l'Hôtel de Ville, lorsque nous y débouchâmes, était noire de monde. Chaque pouce de terrain était occupé. À une fenêtre de la Maison commune, un homme à la voix tonitruante – Gambetta – jetait des mots à la foule. Ceux que je pus saisir, terminant la proclamation de la République et la liste des nouveaux dirigeants, furent: Kératry, préfet de police; Arago, maire de Paris.

L'enthousiasme était général. Puissance du verbe! On s'imaginait que ce mot «République» comportait en lui une vertu magique susceptible de tout sauver: refouler l'invasion et établir le règne de la justice parmi les hommes libres et égaux. Tous les peuples, les Allemands eux-mêmes, se réveillant à leur tour, allaient sans doute imiter la France. Les plus rationalistes, grisés par cette mystique exaltation du sentiment, qui ne tient compte ni du déterminisme ni des contingences, avaient la foi.

«La foi transporte les montagnes», a dit l'Écriture. Il est indéniable que l'enthousiasme, confinant souvent au fanatisme, est, comme celui-ci, une force immense. Si on enlève cette force au peuple qui ne possède point le savoir, que lui restet-il?

Seulement, il importe que cet enthousiasme s'exerce non pour de sanglantes inanités, élucubrées par des théologiens forgeurs de chaînes, mais pour des idées claires, en même temps qu'élevées. Quelle différence entre les fanatismes croisés, égorgers de musulmans, et les enthousiastes volontaires de l'an II, allant porter au peuple, à la pointe de leurs baïonnettes, la proclamation des Droits de l'Homme!

Comme, ayant quitté la place de l'Hôtel-de-Ville, nous nous acheminions vers la rue Daubenton où, dans une pension bourgeoise, vivait ma grand'mère, nous aperçûmes une masse confuse qui s'éloignait dans la rue Monge. Cette masse entourait une voiture dont les chevaux dételés étaient remplacés par des hommes.

Celui qu'on entraînait ainsi en triomphe vers l'Hôtel de Ville, où il devait prendre place dans le nouveau gouvernement, était Henri Rochefort. Combien de fois ma mère et moi, passant devant Sainte-Pélagie, nous avons, en levant les yeux, aperçus, derrière les barreaux de sa fenêtre, le visage du pamphlétaire prisonnier! Dès la première nouvelle de la chute de l'Empire, ses amis, renforcés d'éléments populaires, avaient couru le libérer, ainsi que les autres détenus politiques.

De même pour Eudes et Brideau qui, condamnés à mort pour la tentative de la Villette, et détenus au Cherche-Midi, attendaient le peloton d'exécution.

O roue des révolutions qui, alternativement, élève et abaisse les hommes!